



N-VA : des contradictions sur le référendum

Un référendum sur le Brexit. Un possible référendum sur l'indépendance de l'Ecosse. Voilà qui pourrait donner des idées à tout nationaliste qui se respecte. Avec cet appel d'air européen à la consultation populaire sur les sujets délicats, ne serait-ce pas le moment, pour la N-VA, de poser la question du maintien de la Flandre en Belgique ? En théorie, oui. En pratique, c'est plus compliqué. Et la N-VA s'est illustrée par quelques contradictions, ce week-end.

1 Comment se positionne la N-VA après le Brexit ? Vendredi, les jeunes N-VA ont tiré les premiers, dans un message publié sur Twitter : « *Le Brexit dans une perspective belge. Quand est-ce qu'on s'en va ?* » Le tweet est accompagné d'une image où l'on peut notamment lire que les transferts financiers de l'Angleterre à l'Europe seraient de 10,6 milliards d'euros, alors que ceux de la Flandre à la Wallonie seraient de 12 milliards. Mais on dirait que les jeunes du parti ont été un peu trop fougues. Interrogé sur la VRT concernant un éventuel référendum sur l'appartenance de la Belgique à l'Union européenne, Bart De Wever a élargi sa réponse au référendum en général, ce qui, en Belgique, n'est pas innocent. « *Je suis de toute façon contre le référendum. Si, sur un thème compliqué, on pose une question appelant une réponse par oui ou non, je ne pense pas que cela soit très responsable. Les gens se prononcent dans un sens ou dans l'autre pour toutes sortes de raisons, et plus avec le cœur qu'avec la tête, et après on peut recoller les morceaux.* »

Mais Bart De Wever n'est pas pour autant parfaitement constant. Dans la

même interview, quelques secondes plus tôt, à la question de savoir si le référendum en vue en Ecosse pourrait être un précédent intéressant pour la N-VA, il a répondu par l'affirmative : « *C'est de toute façon un précédent intéressant.* » De son côté, le ministre de l'Intérieur, Jan Jambon, un autre poids lourd de la N-VA interrogé sur RTL-TVI, a botté en touche. « *Ce n'est un secret pour personne, l'indépendance de la Flandre figure dans notre programme. Mais jusqu'en 2019, nous avons décidé de nous concentrer sur le socio-économique. Le communautaire, ce sera après les élections.* »

2 Pourquoi ces hésitations de la N-VA ? Le parti nationaliste est visiblement mal à l'aise sur la question du référendum : d'un côté, ce serait un moyen facile et rapide, pour la N-VA, d'arriver à ses fins. D'un autre, le parti est conscient qu'une minorité de Flamands dirait « *oui* » à la fin de la Belgique. « *Il est intéressant de noter que la N-VA est sans doute le seul parti nationaliste à ne pas demander de référendum, décode Dave Sinardet, politologue à la VUB. Les Québécois l'ont demandé et obtenu à deux reprises. L'Ecosse l'a organisé il y a deux ans et s'apprête à le refaire. Quant à la Catalogne, elle l'a réalisé de manière détournée l'an dernier parce que Madrid ne reconnaît pas la légalité du processus. Donc, les nationalistes font beaucoup d'efforts pour organiser leur référendum, mais pas les Belges. En Belgique, ce sont même les partis qui sont contre la scission du pays (Groen, NDLR) qui suggèrent un référendum.* »

Pour Dave Sinardet, l'explication est très simple : « *Dans toutes les études*

qui ont été réalisées sur la question, en cas de référendum, le "oui" ne récolterait pas davantage que 5%. » D'une manière plus générale, et pour les mêmes raisons, la N-VA se positionne quasi systématiquement pour la démocratie représentative et contre les initiatives de démocratie directe. Sauf quand ses intérêts l'exigent. « *C'est le cas à Gand, sur le plan de Mobilité, car la N-VA n'est pas dans la majorité communale* », dit Dave Sinardet.

Interrogé sur le plateau de *C'est pas tous les jours dimanche* sur RTL-TVI, Paul Magnette, ministre-président wallon, a dit : « *S'ils veulent quitter la Belgique, qu'ils la quittent. Il n'y a pas de problème. Entre Wallons et Bruxellois, on s'en sortira très bien* », avant d'insister sur le caractère illusoire d'un Belxit : « *Huit Flamands sur dix disent vouloir rester en Belgique.* »

3 Se trouve-t-il, en Belgique, des partis pour appeler à un référendum sur l'appartenance de la Belgique à l'Union européenne ? Concernant l'appartenance de la Belgique à l'Union européenne, il n'y a pas de voix politique dans les grands partis belges pour demander un référendum. La N-VA n'a pas fait exception ces derniers jours. Seuls le Vlaams Belang et le Parti populaire ont émis des demandes en ce sens, mais leur poids respectif ne permet pas de rendre cette perspective crédible. ■

BERNARD DEMONTY

« *Je suis contre le référendum. Si, sur un thème compliqué, on pose une question appelant une réponse par oui ou non, je ne pense pas que cela soit très responsable* », dit Bart De Wever. © B.